

Postface

Autor(en): **Laurent, Philippe**

Objektyp: **Postface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **64 (2006)**

Heft 4: **L'organisation comme forme aboutie de la domination ; Economie de l'entreprise et capital humain. IV**

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

POSTFACE

PHILIPPE LAURENT

Institut du Management, Haute École ARC (HES-SO)

«Repenser l'action collective», tel nous semble être l'ambition sous-jacente des auteurs de ce dossier qui réunit des professeurs et chercheurs dans des écoles de gestion.

Action contrainte par un système régulateur pour l'un, somme de rationalités subjectives reflétant mal le contexte social préexistant pour l'autre, élasticité de la vie sociale entre l'action et l'environnement par l'agir conflictuel pour le troisième, tous se préoccupent de l'interaction inépuisable dans ses multiples composantes de l'individu ou du collectif d'individus face à l'organisation.

Si nous adhérons à un objectif de réhabilitation du sens de l'action collective avec en corollaire une ré-exploration sous des angles pertinents de la logique de domination, il convient selon nous d'en restituer le juste poids avec un réexamen approfondi de la notion de soumission. En effet, que cette dernière soit alimentée par un besoin de sécurité, de protection, de sérénité ou d'engagement distancié, elle contient un principe de réalité difficilement contestable mais peu objectivable, y compris dans sa dimension collective.

Outre les relations informelles comme soupape à la domination (dont on aimerait tant assurer la gestion!), les tentations de sur-responsabilisation des individus à nuancer selon qu'il s'agit d'un état ou d'une situation de domination (ce qui permet de différencier l'autocrate du leader naturel), il s'agit bel et bien de confronter les rôles respectifs des croisements qui s'opèrent au niveau cognitif entre soumission et domination dans une perspective d'action conjointe. Que cette action conjointe soit mise au service de l'efficacité collective dans un esprit communautaire ou une vision de l'intérêt général, et voilà aussitôt un mécanisme de domination autorégulé par ses membres et intériorisé par la «gestion de soi»!

Sans en revenir aux expériences de Milgram et celles qui ont suivi, il est bien difficile de réfuter les avantages psycho - sociologiques d'une posture de soumission: rédemption face à l'erreur, actions discrétionnaires facilitées, degré d'exposition moindre et dilution de l'agir conflictuel, poids du groupe face au dominant reconnu et accepté, préservation de sa sphère privée et de son espace motivationnel hors de l'organisation et de ses contraintes. Ainsi les «factionnaires de la soumission» répondent en écho aux «fonctionnaires de la domination», évitant nombre de conflits et de ruptures psychiques, le pouvoir légitime pérennisant son rôle au détriment des contestataires potentiels vite minorisés, pour ne pas dire ostracisés. Dans ces conditions, «faire de la contestation un des ressorts de l'innovation et des dynamiques entrepreneuriales» peut apparaître comme une sympathique utopie pour un acteur engagé dans ces processus de plus en plus logiques et régulés par la «contrainte souple» du projet.

De la même façon que le bouclier de règles collectives co-construites pourrait constituer un rempart efficace et consenti face aux abus de pouvoir et aux collusions d'intérêts, ne

devrait-on pas pousser la réflexion vers un modèle d'interdépendance et de partage ouvert en organisation du travail, à l'image de l'«open source» en technologies de l'information et de la communication? Au-delà de la gestion de projets ou même par projets, une gestion par les valeurs d'épanouissement ou encore la mission activée par la dimension citoyenne ne pourrait-elle pas devenir une alternative séduisante pour restituer le sens perdu de l'action collective?